

## COLLECTION APPRENTISSAGES

# SENEGAL



Mois : novembre  
Année: 2025  
CODE PROJET: 20GDHOC142

Fiche de capitalisation pays – SÉNÉGAL

AT EDIFIS



L'exercice de capitalisation porte sur trois pays d'intervention - **Guinée, Mauritanie et Sénégal** - et vise à analyser de manière comparative la contribution de l'AT EDIFIS au renforcement des dynamiques d'égalité femmes-hommes. Il s'articule autour de trois axes principaux :

- Coordination : comprendre dans quelle mesure l'appui a favorisé une meilleure articulation entre les ministères en charge de l'égalité femmes-hommes et les ministères sectoriels, tant sur le plan méthodologique que dans les pratiques de travail.
- Institutionnalisation du genre : analyser comment les appuis ont contribué à renforcer l'intégration du genre dans les politiques sectorielles, les processus internes et les outils de planification publique.
- Visibilité : documenter la manière dont l'AT EDIFIS a soutenu la reconnaissance et la légitimité des cellules genre / structures de gestion du genre, aussi bien au sein des administrations qu'auprès d'autres partenaires.

L'exercice combine une fiche croisée, qui met en évidence les points communs, convergences et enseignements transversaux, ainsi que trois fiches pays, chacune offrant une analyse du contexte, des dynamiques institutionnelles et des résultats observés dans chaque pays.

La fiche suivante porte sur l'expérience du Sénégal.



# 1. Contexte et acteur.trices

Au Sénégal, l'égalité femmes-hommes est portée par le Ministère de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités, avec un pilotage technique assuré par la Direction de l'Équité et de l'Égalité de Genre (DEEG). Le pays dispose d'un cadre légal et stratégique robuste, articulé autour de la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (SNEEG 2, 2016–2026), et d'un arsenal juridique solide comprenant la CEDEF, le Protocole de Maputo, la loi sur la parité (2010), ainsi que l'intégration du genre dans le Plan Sénégal Émergent et dans la Constitution.

Cependant, malgré cet environnement institutionnel structuré, des écarts significatifs persistent. Si l'accès des filles au primaire est élevé, les abandons sont fréquents au secondaire, freinant l'accès au supérieur et aux emplois qualifiés. Les femmes représentent une part importante de la population active, mais restent majoritairement confinées dans l'économie informelle, où les opportunités d'évolution et les protections sociales sont limitées.

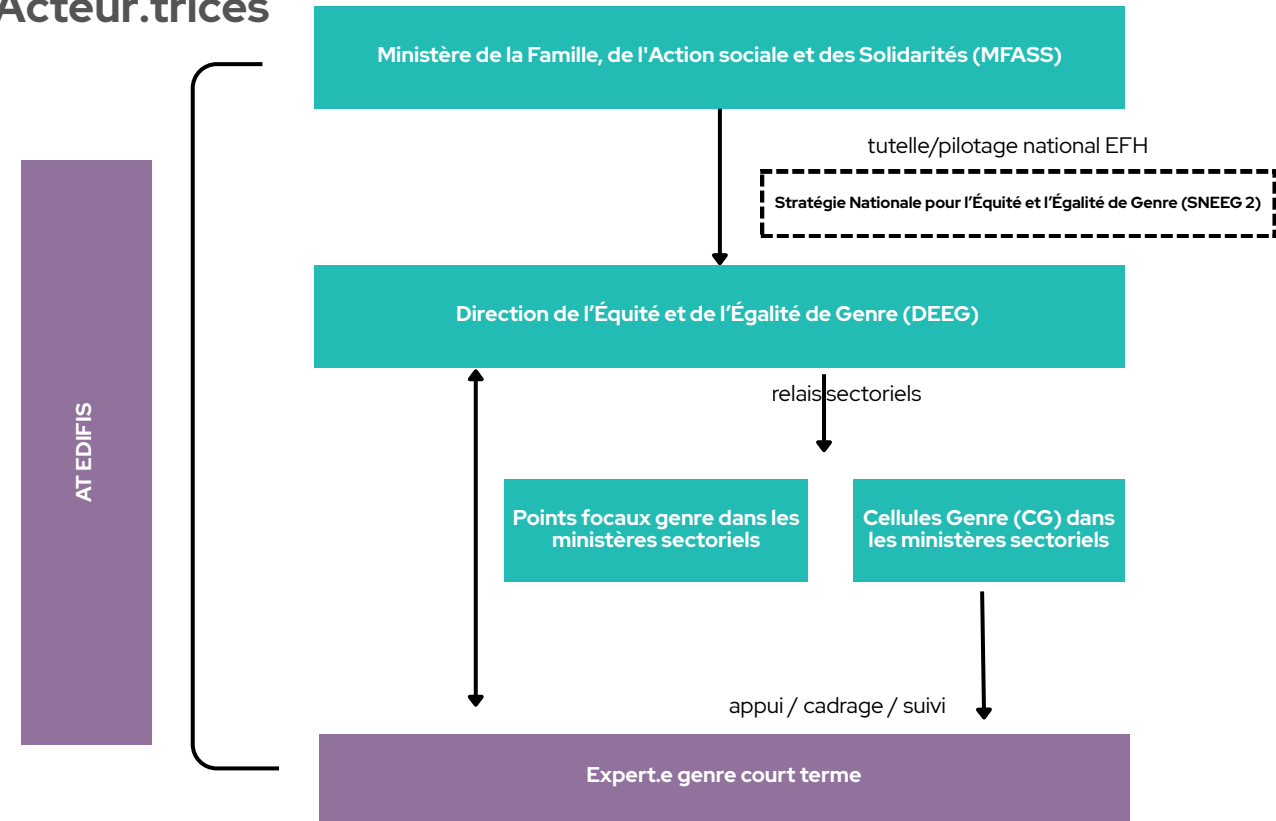
Ces écarts s'expliquent notamment par une coordination interministérielle encore inégale, freinant l'intégration effective du genre dans les différents secteurs. Plusieurs ministères disposent de cellules genre structurées, et certains, comme le ministère de la Santé, ont mis en place un dispositif formalisé intégrant une unité de coordination et des points focaux aux différents niveaux de la pyramide sanitaire, favorisant une meilleure transversalité. Pour d'autres, en revanche, les mécanismes intersectoriels prévus restent encore non opérationnels.

Ainsi, plusieurs appuis ont été déployés, à la fois auprès du ministère chargé de la Famille, notamment pour la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation pour le suivi de la SNEEG et pour renforcer la DEEG dans sa mission de coordination intersectorielle, et auprès des cellules genre sectorielles des ministères. Ces cellules ont bénéficié d'un accompagnement structuré incluant :

- l'appui à leurs plans d'institutionnalisation du genre,
- le renforcement de capacités (planification sensible au genre, approche genre),
- et l'audit ou la revue de leurs plans genre.

Enfin, un appui spécifique a été mené sur la participation des filles et des femmes aux filières scientifiques et techniques, mobilisant de manière coordonnée quatre ministères.

## Acteur.trices



# 2. Démarche et résultats

## LES ACTIVITÉS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DU PARTENARIAT EDIFIS AU SÉNÉGAL

Le dispositif EDIFIS met à disposition sur demande :



Un accompagnement pour élaborer, opérationnaliser ou renforcer la dimension genre pour des politiques publiques plus inclusives.



Un appui pour renforcer les capacités des institutions.



Un accompagnement pour favoriser la coordination des acteurs.

5

Ministères accompagnés

5

Expert.es mobilisé.es

297

Jours d'accompagnement dédiés

Partenaire	Activité	État de l'activité
Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération (MEPC)	Appui au renforcement de capacités des équipes du ministère grâce à la tenue de deux sessions de formation sur : → les fondamentaux de l'approche genre et les engagements nationaux, régionaux et internationaux du Sénégal en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. → la planification et budgétisation sensible au genre.	✓ Terminée
	Appui au renforcement de l'intégration du genre dans le suivi-évaluation → construction et exploitation de données statistiques sensibles au genre : → accompagnement à l'élaboration du cadre de mesure de la performance genre.	✓ Terminée
Ministère de la Communication, des Télécommunication et du Numérique (MCTN)	Évaluation du Plan d'institutionnalisation du genre (PIG) et du tableau de bord mesurant la fracture numérique genre avec un focus sur les activités d'autonomisation économique des femmes dans le secteur du numérique.	✓ Terminée
Ministère de la Famille et de la Solidarité	Élaboration du dispositif de suivi-évaluation de la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (SNEEG II) → développement d'une base de données sexo-spécifique : → renforcement des capacités des équipes du ministère.	✓ Terminée
	Appui à la Direction de l'Équité et de l'Égalité du Genre (DEEG) dans sa mission de coordination intersectorielle → co-organisation de deux ateliers.	✓ Terminée
Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et Technique (MEFPT)	Réalisation d'un état des lieux des politiques de promotion de l'accès et du maintien des filles dans les filières de formation scientifiques et techniques	✓ Terminée
	Actualisation du Plan d'institutionnalisation du Genre (2025 - 2030)	✓ Terminée
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)	Réalisation d'un audit genre et d'un Plan d'Institutionnalisation du Genre	✓ Terminée

## DES IMPACTS CONCRETS EN MATIÈRE DE POLITIQUES PUBLIQUES

AVANT	APRÈS
La cellule genre et équité du ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération (MEPC) avait identifié le besoin de renforcer l'appropriation du concept genre par ses équipes.	➤ Les capacités et connaissance des membres de la cellule genre et équité et d'autres directions du ministère sont renforcées sur l'approche genre ainsi que la planification et budgétisation sensible au genre.
Le MEPC souhaitait renforcer l'intégration du genre dans le suivi et l'évaluation mais manque particulièrement de données statistiques sensibles au genre.	➤ Des données statistiques sexo-spécifiques et un cadre de mesure de la performance genre sont élaborés et mis à disposition du ministère et de l'ensemble des secteurs.
Les nombreux engagements et actions du ministère de la Communication, des Télécommunication et du Numérique (MCTN) n'ont pas été évalués depuis 2016 et le score du Sénégal en matière de fracture numérique genre n'est plus à jour.	➤ Des recommandations opérationnelles issues d'une nouvelle évaluation sont faites pour permettre au MCTN d'atteindre ses objectifs et de mettre à jour son score.
L'évaluation à mi-parcours de la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (SNEEG II) a fait émerger le besoin de renforcer la coordination et le suivi et l'évaluation des interventions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes pour assurer une mise en œuvre cohérente et efficace de la stratégie.	➤ Un dispositif de suivi et d'évaluation et une base de données spécifique sont élaborés. Les capacités des équipes du ministère sont renforcées afin d'améliorer le suivi-évaluation et la mise en œuvre de la SNEEG II.

Données issues des fiches pays du projet

### 3. Analyse du projet – Sénégal

#### 1 – Dynamiques externes favorables :

- **Existence d’un cadre stratégique solide** (SNEEG), qui offre une boussole claire pour aligner et consolider les actions.
- **Cellules genre formalisées dans la plupart des ministères** avec un degré **d’opérationnalisation et de fonctionnalité variable**
- **Réseau interne de points focaux** désignés facilement **mobilisables pour renforcer la transversalité**.
- **Reconnaissance croissante des enjeux** d’égalité femmes-hommes et du rôle structurant de la DEEG, créant un environnement propice aux avancées.

#### 2 – Réalisations et acquis du projet :

- **Clarification des mandats et attribution des rôles et responsabilités des CG**
- **Capacités renforcées sur le genre dans plusieurs ministères** : textes, lois, règlements, planification, suivi-évaluation, budgétisation sensible au genre.
- **Actualisation du plan d’action genre** au ministère de la Formation professionnelle, avec mise en œuvre effective des activités.
- **Mise en place d’un système digitalisé de suivi-évaluation** de la SNEEG
- **Coordination de plusieurs ministères autour d’un diagnostic sur les filles et les STEM**, soutenant une réflexion commune et coordonnée.
- **Amélioration qualitative des demandes d’appui grâce au “dialogue de besoins”**, permettant des requêtes plus **ciblées et stratégiques**.
- **Premières preuves d’appropriation** : usage systématique des indicateurs sensibles au genre, mobilisation du top management pour les formations.
- **Meilleur portage institutionnel du genre**, avec une **mobilisation du top management** et une reconnaissance plus claire des enjeux.
- **Coordination intersectorielle renforcée**, grâce à des cadres de concertation appuyés par le projet, permettant d’harmoniser les priorités et d’améliorer les synergies entre ministères.

#### 3 – Freins et résistances structurelles :

- **Contexte institutionnel mouvant** susceptible de détourner ou ralentir les avancées.
- **Capacité encore limitée de la DEEG** à assurer une coordination durable sans renforcement structurel (risque de marginalisation des cellules genre).
- **Mécanismes de dialogue encore peu opérationnels**, pouvant freiner la continuité des dynamiques enclenchées (invisibilisation des CG).
- **Absence de feuilles de route opérationnelles** dans plusieurs ministères.
- **Organisation encore verticale des cellules genre**, réduisant la transversalité recherchée.
- **Compétences techniques inégales entre directions** (planification, indicateurs, cadre logique, BSG) et, **faible disponibilité des personnes ressources** (sur-sollicitation)
- **Mise en place tardive du système national de S&E**, créant un décalage dans l’appropriation et l’usage.

### 4. Leçons apprises et perspectives

#### PRINCIPALES LEÇONS APPRISSES

1. **Le leadership institutionnel est déterminant, et un pilotage clair** (comme celui observé à la DEEG) **facilite la dynamique**, mais repose sur des personnes. Sans renforcement structurel, l’effort ne peut être durable.
2. **Les dispositifs juridiques ne suffisent pas, et bien que** la SNEEG a doté le Sénégal d’un cadre formel avancé, **son efficacité dépend de son opérationnalisation** : moyens humains et financiers, coordination, suivi.
3. **Le dialogue de besoins est une bonne pratique essentielle, car il améliore significativement la qualité des demandes** et favorise une **meilleure adéquation entre besoins, mandats et capacités**.
4. **La coordination intersectorielle reste un enjeu majeur, comme en témoignent des expériences ponctuelles** (comme autour du STEM), mais cela nécessite un **rôle de chef d’orchestre clairement investi** et doté.
5. **Le renforcement des capacités doit dépasser les cellules genre et toucher les directions techniques, administratives et financières des ministères** (planification, études, statistiques, budgétisation) pour une intégration effective.
6. **Un cadre stratégique ou une feuille de route commune est indispensable, qui permet d’inscrire les interventions et orienter les actions et guider les demandes**.

#### PERSPECTIVES DE CONSOLIDATION PRINCIPALES

Problèmes persistants	Solutions et perspectives
<b>Intégration du genre encore inégale et insuffisamment opérationnelle dans les ministères</b>	<b>Accompagner l’opérationnalisation du plan d’action Genre</b> , en lien avec l’Agenda Femmes, paix, sécurité (Résolution 1325) et élaborer des <b>guides d’institutionnalisation</b> pour harmoniser les pratiques.
<b>Capacités techniques inégales (planification, indicateurs, cadre logique, BSG)</b>	Mettre en place des <b>formations ciblées</b> et des <b>formation de formateurs</b> pour stabiliser les compétences dans la durée.
<b>Faible portage stratégique au niveau du top management</b>	Organiser des <b>formations dédiées au top management</b> pour consolider le leadership et la prise de décision sensible au genre.
<b>Suivi-évaluation et redevabilité encore insuffisamment consolidés</b>	<b>Renforcer le système S&amp;E digitalisé</b> , développer des outils de <b>suivi et de veille</b> , et structurer des <b>mécanismes de redevabilité</b> institutionnelle et communautaire.
<b>Coordination intersectorielle et territorialisation limitées</b>	Déployer <b>les stratégies de communication territoriales</b> , renforcer le <b>dialogue technique entre ministères</b> et appuyer l’ <b>opérationnalisation des actions</b> au niveau local.
<b>Opérationnalisation incomplète des PIG et des recommandations STIM</b>	<b>Accompagner la traduction concrète des PIG et des recommandations STIM dans les pratiques et actions</b> des quatre ministères concernés.
<b>Représentation féminine encore insuffisante dans les espaces décisionnels</b>	Appuyer l’ <b>évaluation de la loi sur la parité</b> et promouvoir la <b>participation des femmes dans les instances stratégiques</b> .



# Faire vivre la coordination genre au Sénégal



**Cheikh MANE et Socè SENE**  
**Experts Genre**  
Experts Techniques- Sénégal -  
Projet d’AT EDIFIS

**“La coordination horizontale n’est pas seulement un enjeu technique, elle est surtout rendue complexe par les réalités institutionnelles”**

Quand ils racontent leur expérience avec le projet d’Assistance Technique EDIFIS au Sénégal, ils ne parlent pas d’abord de méthodologie ou de livrables mais d’un « **paradoxe institutionnel** ». Ils évoquent un pays où tout existe sur le papier depuis 2015 : une stratégie nationale dotée d’un cadre juridique solide, des mécanismes de dialogue prévus à chaque échelon, des cellules sectorielles genre censées fonctionner en réseau.

Le **Sénégal a tout d’un modèle d’institutionnalisation du genre**. Mais dans la pratique, pourtant, les choses ne semblent pas tout à fait fonctionner comme imaginé : forte sollicitation et disponibilité limitée des acteur.trices, couplées à l’absence de cadres institutionnalisés d’échange et de mécanismes de coordination., etc.

C’est dans ce décalage entre architecture formelle et dynamiques réelles que le projet d’assistance technique EDIFIS a trouvé sa place.

Grâce à des appuis ciblés, l’expert Cheikh MANE a réuni quatre cellules sectorielles (Éducation nationale, Enseignement supérieur, Formation professionnelle, Communication,télécommunication, et numérique) autour d’un enjeu commun : la place des filles et femmes dans les filières scientifiques, techniques et numériques ; **démontrant qu’une coordination intersectorielle est possible**. Une avancée majeure, grâce à l’appui d’AT EDIFIS, ils parviennent à co-construire un argumentaire partagé et engagé une analyse des actions mises en œuvre pour répondre aux obstacles d’accès, **pour une appropriation réelle**.

Par ailleurs, les experts souglieennt que **le projet a également été particulièrement transformateur dans la manière de formuler les besoins**. A titre d’exemple, une demande initiale de deux jours de formation pour l’expert Socè SENE est devenue, après discussion, deux ateliers mieux ciblés : l’un sur les droits, l’autre sur la budgétisation sensible au genre.

Ce « **dialogue de besoin** » **améliore la qualité technique** des interventions et professionnalise les échanges. Il crée une exigence nouvelle : clarifier les attentes, formuler des objectifs réalistes, penser la mise en œuvre.

“ *On a enfin vu ce que la coordination pourrait être si elle était vraiment portée politiquement* ”



- Les histoires que les experts techniques rapportent témoignent de **changements concrets** :
- Au Ministère de l’Economie, du Plan et de la Coopération, les analyses intègrent désormais des indicateurs sensibles au genre.
  - Au Ministère de la Formation professionnelle, le Secrétaire général lui-même demande une formation pour le top management, signe d’une compréhension stratégique du rôle des cellules genre.
  - Dans certains secteurs, les points focaux Genre sont désormais intégrés dans des structures coordonnées (comme au ministère de la Santé), ce qui renforce leur transversalité.

**Ces signes d’appropriation montrent qu’une dynamique nouvelle s’installe au Sénégal.**

Malgré ces avancées, certaines limites abordées (manque de ressources, maîtrise limitée des outils de planification, absence de feuille de route sectorielle, etc) rappellent que la coordination ne peut reposer sur une expertise technique ponctuelle :  
**Elle exige un investissement institutionnel durable.**



# Mééthodologie et contributeur.trices à la capitalisation

Sur le plan méthodologique, la démarche de capitalisation s'est appuyée sur une approche mixte, combinant analyse documentaire, entretiens qualitatifs et travail collectif (atelier de capitalisation et atelier de clôture).

## 1. Revue documentaire

Elle a porté sur les documents produits dans le cadre du projet AT EDIFIS, notamment :

- Offre technique revue du projet (2024) ;
- Rapport annuel (août 2023 - juillet 2024) ;
- Rapport semestriel (avril 2024) ;
- Rapport annuel (août 2024 - juillet 2025) ;
- Document de capitalisation « Appui au cadrage et au renforcement des expertises techniques perlées de l'AT EDIFIS » ;
- Compte rendu de l'atelier de coordination intersectorielle de Mauritanie et de l'atelier de coordination intersectorielle de Guinée ;
- Diagnostics institutionnels : MASEF (Mauritanie) et DNPFG-MPFEPV (Guinée) ;
- Rapport de l'atelier national de février 2024 (Dakar).

## 2. Entretiens exploratoires (équipe)

Quatre entretiens exploratoires ont été conduits auprès de membres (actuels ou ex) de l'équipe projet :

- Beatriz Aguirre Noceda, cheffe de projet ;
- Laura Perchat, responsable composantes 2 et 3 ;
- Chantal Ndami, responsable composante 1, ELT Politiques publiques d'égalité F-H ;
- Diaby, ancienne membre de l'équipe projet

## 3. Atelier de capitalisation

Un atelier de capitalisation s'est tenu en présentiel à Dakar et a réuni une vingtaine de participant.es représentant les différents profils du projet : expert.es techniques, membres des assistances techniques perlées, représentant.es des cellules et structures genre (CG/SGE), et agent.es du MEFH.

## 4. Entretiens semi-directifs

Cinq entretiens semi-directifs ont ensuite été conduits avec les expert.es mobilisé.es dans les trois pays cibles (Mauritanie, Sénégal, Guinée) :

- IBS, experte technique auprès du ministère de la Santé (Mauritanie) ;
- Mariem Baba Sy, experte perlée auprès du MASEF (Mauritanie) ;
- Richard Kourouma, expert perlé auprès du MEFH (Guinée) ;
- Cheikh Mane et Socè Sene, experts auprès des cellules genre sectorielles (Sénégal) ;

## 5. Apports de l'atelier de clôture

Enfin, les retours et contributions issus de l'atelier de clôture du projet ont été intégrés à l'analyse.

[www.expertisefrance.fr](http://www.expertisefrance.fr)

